



Quand l'accueil force la transition : migrations, insécurité et transformation urbaine à Garoua Boulai

PIERRE BORIS N'NDE

Résumé :

Les déplacements de populations d'une localité à une autre sont de nature à modifier les espaces d'accueil. À Garoua Boulai, les migrations pour des causes humanitaires qui ont entraîné l'installation des populations centrafricaines ont mis en lumière l'insuffisance, la défectuosité ou l'absence des dispositifs urbains d'accueil. Dès lors la ville se réinvente avec ses nouveaux arrivants mêlant insécurité, économie informelle et nouvelles sécurisations. Les structures ou modalités d'accueil et les nouveaux acteurs qui émergent en vue de contenir, accueillir et gérer les populations en détresse contribuent à façonner la ville en lui proposant une urbanisation par l'étalement. Sortant de son statut de région de transit, la petite ville fortement ruralisée se transforme pour inclure ce que lui suggèrent les nouvelles populations. La transition urbaine qui s'impose dans l'urgence peut être examinée sous l'angle des insécurité. L'humanitarisation et la militarisation qu'imposent les conflits armés dans les villes et villages du pays frontalier, la république centrafricaine, participent à cette transition.

Mots-clés : humanitaire, insécurité, réfugié, sécurisation

Abstract :

The movement of populations from one locality to another is likely to modify the reception areas. In Garoua Boulai, the migration for humanitarian reasons which led to the settlement of Central African populations highlighted the insufficiency, defectiveness or absence of urban reception facilities. From then on, the city reinvented itself with its new arrivals, mixing insecurity, the informal economy and new security. The structures or methods of reception and the new actors who emerge with a view to containing, receiving and managing populations in distress contribute to shaping the city by proposing an urbanisation through sprawl. Emerging from its status as a transit region, the small, highly rural town is transformed to include what the new populations suggest. The urban transition that is urgently needed can be examined from the perspective of insecurities. The humanitarisation and militarisation imposed by armed conflicts in the towns and villages of the neighbouring country, the Central African Republic, are part of this transition.

Keywords : humanitarian, insecurity, refugee, security, urban transition

Historique de l'article

Date de réception : 1 juin 2021

Date d'acceptation : 21 septembre 2021

Date de publication : 28 décembre 2021

Type de texte : Article

Introduction

Une ville qui connaît l'afflux de migrants engage presque automatiquement un processus de transformation, laquelle peut être passive ou active. En entraînant des évolutions en termes d'accroissement démographique, de développement des territoires (accroissement des superficies dans certains cas), les migrations, surtout d'urgence, se posent à la ville en « enfonçant » ses portes pour lui imposer une transition. Selon Jean-Fabien Steck, « la transition urbaine est un passage par étapes » (2006, p. 3). Pour lui, discuter de la transition urbaine, c'est considérer quelques approches : le développement démographique, l'approche par les lieux et l'approche par le questionnement sur le statut de citadin (*ibid.*, p. 4). Pour l'occasion, nous ajouterons une approche par les dynamiques d'appropriation et de transformation des espaces qui concourent à transformer la ville dans son ensemble. La transition urbaine peut prendre une coloration particulière lorsque des questions de sécurité se posent. On ne saurait parler de transition, sans évoquer une phase de bouleversement, de « crise » invitant à un changement. Le processus de changement, très souvent, naît de la capitalisation des expériences et de la capacité de la gouvernance urbaine à initier un passage, une transition.

Nous souhaitons, pour le présent article, interroger les effets de migrations d'ordre humanitaire sur le développement des villes frontalières camerounaises. Nous questionnons particulièrement celles qui surviennent à l'occasion des conflits dans les pays voisins, notamment en République centrafricaine ou au Nigéria. Notre objectif est de comprendre les dynamiques d'insertion dans les villes, ainsi que les manifestations qui en résultent. Des villes telles que Garoua Boulai, Meiganga, Bertoua ou même Maroua qui accueillent des populations en détresse depuis plusieurs années, se sont transformées, ont dû adopter de nouvelles dynamiques, de nouveaux modèles de gestion, ont dû accorder un haut niveau de considération à l'aspect sécuritaire. Nous

accordons une attention particulière à la ville de Garoua Boulai dans ses aspects sécuritaires. Elle est située dans l'Est du pays, à la lisière frontalière entre la République centrafricaine et le Cameroun.

La sécurité représente, parmi les phénomènes urbains, une réalité qui influence l'organisation de la vie communautaire et individuelle. Tant la sécurité a des liens étroits avec la vie sociale, que son corollaire l'insécurité a des relations avec les perceptions que les individus ont de leur environnement de vie. L'insécurité, c'est l'absence de sécurité. C'est l'inconfort vécu par les individus. L'insécurité est habituellement reliée à la violence, à l'agression physique ou mentale de la personne, aux cambriolages ou aux vols. C'est une situation dans laquelle l'on craint pour sa personne et ses biens. L'insécurité peut être physique et concerner directement les conditions matérielles de l'Homme. Elle peut aussi dépasser le cadre de la matière et toucher le domaine psychologique et la sphère des représentations. Elle peut embrasser un champ beaucoup plus large et concerner toute situation d'incohérence entre les conceptions psychologiques d'un état de sécurité et la réalité apparente. Dès lors, la notion d'insécurité comprendrait des aspects qui, au préalable, n'ont aucun lien avec la menace ou la violence. La crainte d'une telle réflexion serait de rendre la notion trop englobante et de diluer l'essence même de ce qui constitue l'insécurité. Dans la mesure où elle renverrait finalement à des représentations singulières, le phénomène en lui-même ne renseignerait plus sur les expériences des groupes, n'importe quel malaise serait interprété comme de l'insécurité. Pourtant, l'insécurité ne représente pas seulement une situation, mais aussi un vécu, une expérience et une vision du monde.

La vision du monde est la représentation ou la construction mentale des significations que les individus accordent à l'espace, aux lieux, aux symboles de la ville (pour ce qui nous concerne) en rapport avec leur histoire. Dans la plupart des cas, l'accueil des populations migrantes – et plus précisément des populations réfugiées – a toujours soulevé des problématiques sécuritaires. À Garoua Boulai, on a noté une recrudescence de l'insécurité ou même la survenance de certains types

Quand l'accueil force la transition : migrations, insécurités et transformation urbaine à Garoua Boulai

d'insécurité qui n'existaient pas dans la région. Répondre à la menace tout en gardant son hospitalité représente un réel défi pour les villes en pareille situation. Les villes refuges, qui très souvent à la longue, abandonnent leur caractère transitoire (étape pour les populations réfugiées) pour s'installer dans la permanence, forcent la transition urbaine. La ville devra s'organiser pour faire avec ses nouvelles populations, sa nouvelle réalité. Dès lors, comment se manifeste la transition urbaine dans un contexte d'accueil de populations réfugiées eu égard aux problématiques de sécurité? Poser une telle question, c'est s'appesantir sur les manifestations des insécurités, les réponses et les dynamiques de transformations sociales et spatiales. Cet article puise ses sources dans différentes enquêtes de terrain menées entre 2016 et 2017 à Garoua Boulai et à Gado Badzeré (site de réfugié·e·s) à l'occasion d'une recherche postdoctorale. En plus d'observations, des entretiens semi-directifs avaient été menés ainsi que des groupes de discussion rassemblant non seulement des acteurs humanitaires (organisations internationales humanitaires), mais aussi des populations réfugiées organisées en associations ou comités, selon l'expression locale.

Les villes en situation d'accueil

Les dispositifs d'accueil dans les villes africaines présentent des caractéristiques de précarité que l'on reconnaît très souvent aux infrastructures urbaines qui n'ont pas beaucoup changé depuis plusieurs années. Les villes sont convoitées par les migrants en raison de leur sécurité, de leurs potentialités économiques, sociales ou même des structures de santé (emploi, soins hospitaliers, sécurité physique, logement). Cependant, lorsque le flux de migration devient important, les dispositifs d'accueil ne sont pas toujours à la hauteur pour gérer les grosses vagues de migrants. Pour un auteur comme Mehdi Lahlou (2002), les facteurs de croissance démographique ne jouent pas en faveur

des populations africaines qui affichent, entre 1995 et 2000, un taux de natalité de 38%¹, bien supérieur aux populations des autres continents. À cela, s'ajoutent des affections telles que le paludisme ou le SIDA qui touchent des millions de personnes. Les villes absorbent une masse importante de pauvres et par conséquent, elles n'offrent pas un cadre d'accueil de nature à faciliter l'insertion dans le tissu économique. Antoine observait déjà dans les années 90 que

Les équipements et les emplois ne suivent pas le rythme de la croissance démographique. La ville africaine est dévoreuse d'espace, et au fur et à mesure de son extension, les charges des différents équipements urbains deviennent élevées du fait de la longueur des réseaux : alimentation en eau, assainissement, transports... En Afrique subsaharienne, le phénomène urbain constitue une préoccupation majeure, car la croissance démographique rapide des villes s'est faite sans rapport avec le développement des capacités de production économique (Antoine, 1990, p. 3).

Les villes africaines présentent depuis les indépendances un certain nombre de difficultés à répondre aux besoins de leur population. Ces difficultés se manifestent dans les pratiques quotidiennes des populations urbaines. Jean-Marc Ela (1983) décrit la ville africaine comme un univers de la débrouille et de la précarité. En étudiant la quotidienneté, il analyse la vie urbaine comme un ensemble d'interactions mises en lumière dans ses faits ordinaires chargés de violence, d'insécurité matérielle et de crise de subsistance (Yao Assogba, 2017). En commentant Jean-Marc Ela, Yao Assogba part du constat que

des contraintes structurelles, en l'occurrence la faillite et l'épuisement du modèle néocolonial de croissance et de développement, les processus d'exclusion des individus, des groupes ou des régions des réseaux officiels d'accumulation, le développement d'une « économie de prédation », la mainmise des sociétés multinationales sur d'importantes ressources naturelles, les PAS, etc. ont produit des contextes d'insécurité matérielle et de crise de subsistance qui représentent des situations favorables à l'explosion des conflits et de différentes formes de violence ... (Yao Assogba, 2017, p. 56).

1. Ce taux est bien plus élevé aujourd'hui.

La ville est décrite par la rue et ses symboliques du quotidien. Les citadins, surtout ceux d'en bas, subsistent à travers une économie de la débrouille caractérisée par la prédominance d'activités informelles. Il s'agit d'un « lieu où se déploie un imaginaire de survie dont l'enjeu est le pouvoir » (Yao Assogba, *ibid.*). La survenance de migrants pose donc des problèmes supplémentaires. Les infrastructures ne sont pas commodes ni adaptées lorsqu'elles existent pour favoriser l'accueil des nouveaux arrivants (Locoh, 1989). Pour Locoh (1989) les familles peuvent jouer un rôle essentiel dans l'accueil des migrants. En effet, dans le cadre des solidarités traditionnelles, le devoir d'hospitalité est un puissant stimulant de la migration (Descloîtres, 1972). Les membres qui ont précédé la famille dans les villes peuvent donc « encourager » ou « déclencher » la décision de migrer. Ceux-ci vont jouer le rôle de structures d'hébergement (souvent temporaires), de facilitateurs dans la recherche d'emploi ou de développement d'activités commerciales et parfois informelles. Les familles vont enfin jouer un rôle de contrôle social (dans la disposition du revenu et la nuptialité) qui est moindre que celui des sociétés traditionnelles d'origine, compte tenu des exigences propres aux dynamiques urbaines.

Avec Locoh (*ibid.*), on est en face d'une forme particulière d'accueil à travers les solidarités où les arrivants sont accueillis et introduits dans les circuits urbains. Très souvent, la rareté de l'emploi les pousse à s'insérer dans les activités informelles. C'est ce que Sally E. Findley (1989) rapporte dans son étude des migrations féminines où les femmes qui migrent ont généralement un taux de scolarisation bas et sont par le fait même, inaptes à occuper un emploi dans le circuit formel : elles vont exercer des emplois informels et de service (travail de domestique).

La rareté de l'emploi conduit très souvent à des conditions de vie misérables. C'est le sens des propos de Mehdi Lahlou et Claire Escoffier. Dans leur travail sur les itinéraires des migrants subsahariens au Maroc en attente de franchir la mer pour gagner l'Espagne et largement l'Occident, ils relèvent que

les migrants habitent généralement dans les quartiers populaires à la périphérie de la ville de Rabat. Quatre à six personnes vivent dans une pièce commune louée à des particuliers, dans des conditions de précarité extrême : quelques matelas par terre, des ustensiles de cuisine, quelques habits... De nombreux migrants, qui ont tenté leur chance vers Ceuta et ont échoué, se retrouvent sans ressources et dorment parfois dans la rue (2002, pp. 27-28).

En dehors de l'emploi et du logement, l'école ou l'éducation représente un autre objectif de migration et par le fait même, une structure d'intégration dans la ville. Younes Lfatmi (2017) a examiné l'accès des enfants réfugiés syriens à l'école à Rabat (Maroc). Il en ressort que les règles légales en matière de droit d'asile étant en cours d'élaboration suivant l'adhésion du pays à la convention de Genève de 1951, la gestion des réfugiés se fait de manière transitoire et provisoire. Ayant ainsi une condition légale transitoire, l'accès à l'éducation pour les enfants peut très bien consacrer l'intégration dans la société d'accueil. L'État, en affermissant le droit à la scolarisation, octroie un statut légitime qui concourt à dissiper le sentiment d'insécurité qui plane. « L'intégration des enfants syriens dans la société à travers l'école publique serait effectivement un moyen d'accélérer l'adaptation de leurs parents/famille, en leur donnant les moyens de gérer le rapport à leur nouvelle situation » (Younes Lfatmi, 2017, p. 21). Il faut, dans ce cas de figure, la contribution significative de la Fondation Orient-Occident – FOO, une organisation à but non lucratif basée principalement à Rabat, partenaire du HCR et mandatée pour la gestion des affaires des réfugiés sur plusieurs plans (accueil, logement, éducation). Cela fait du cas des réfugiés syriens une situation des plus « envieuses » quand on sait que les migrants de tout pays n'ont pas forcément droit à ces avantages ou facilitations en vue de s'intégrer dans les villes d'accueil.

On peut discuter des villes d'accueil en Afrique subsaharienne en posant avec Marianne Morange et Amandine Spire (2019, p. 6) la table du droit à la ville, non seulement dans sa conception primaire propre à Henri Lefebvre (1968), mais aussi à travers une approche par hybridation du droit à la ville qui suggère une articulation entre citoyenneté et cidadinité, de sorte qu'une correspondance soit établie entre les droits citoyens et

les droits de l'habitant. Le droit à la ville a été associé, dans certains travaux, aux droits humains (Zérah *et al.*, 2011) afin qu'une nouvelle génération de droits humains – les droits urbains – se synchronise aux droits humains, économiques ou politiques dans le sens d'une lutte contre la pauvreté et les inégalités urbaines (Susan Parnell et Edgar Pieterse, 2010; Attoh, 2011).

Au Sud, la notion de droit à la ville résonne directement avec la question des besoins élémentaires et de l'accès aux services et au logement, un défi rendu encore plus urgent et ardu par les rythmes de croissance urbaine. Cette lecture a été facilitée par l'ambiguïté du terme de droit. Il s'insère bien dans le langage onusien et dans la rhétorique des droits de l'Homme (Marianne Morange et Amandine Spire, 2019, p. 8).

Cependant, en réaffirmant la propriété privée et en dépolitisant la notion du droit à la ville, l'ONU a, lors du sommet Habitat III de Quito en 2016, préféré mettre de l'avant l'expression ville inclusive : « cities for all ». Malgré la complexité de la notion, il faut dire que l'ambition est de travailler sur une vision de la ville, en tant que projet intégrateur et facilitateur, qui garantirait aux habitant·e·s, les possibilités (choix) de créer des espaces, de produire la ville. C'est en effet ces formes de possibilités qu'on attribue à la ville accueil ou « ville refuge » pour utiliser une expression chère à Cyrille Hanappe (2020), de manière à servir pour les éventuels migrants, de coussins permettant d'amortir les chocs liés aux migrations humanitaires ou d'urgence (pour des causes de guerres, conflits ou catastrophes naturelles).

Si l'on retient que le travail et le logement sont les deux étapes majeures de l'insertion économique des nouveaux migrants (Ouédraogo, 1987)², on pourrait comprendre que les migrants n'ayant pas pu s'insérer économiquement dans le circuit urbain sont aux portes de la délinquance. En constituant un groupe vulnérable, conséquence d'une insuffisance ou d'une absence de structures d'accueil adéquates, cette catégorie peut très vite devenir dangereuse, s'ouvrir à la violence et devenir actrice d'insécurité.

2. À partir du cas burkinabè.

Tout compte fait, la catégorie de migration qui nous préoccupe est celle des migrations d'urgence. Elle met en scène les populations migrantes, parties principalement de la République centrafricaine à la recherche d'un refuge au Cameroun, notamment à Garoua Boulai, une ville qui accueille plusieurs de ces réfugié·e·s.

Manifestation des insécurités

Avant d'aborder les phénomènes d'insécurité, il est judicieux de présenter l'environnement urbain qui prévaut au moment de l'arrivée des populations réfugiées. Les équipements, infrastructures et services urbains disponibles au début de l'accueil et même longtemps après ne sont pas de nature à offrir des possibilités d'accueil appropriées. On comprendra plus loin l'intérêt pour les interventions – d'urgence – des organisations internationales et humanitaires devant le volume sans cesse grandissant des migrant·e·s traînant très souvent avec eux des affections; et de l'armée pour répondre au développement des insécurités.

Garoua Boulai, un morceau de ville : structures rudimentaires, afflux importants de réfugié·e·s et manifestation des insécurités

À l'issue des travaux menés auprès des populations centrafricaines dans l'Est du Cameroun, nous relevons que le statut des réfugiés est une situation transitoire assez délicate pour les migrant·e·s qui leur confère une fragilité et une existence provisoires. Cette étape éprouvante psychologiquement et même physiquement, soulevait et soulève encore une question prégnante : la sécurité des personnes.

Quand l'accueil force la transition : migrations, insécurités et transformation urbaine à Garoua Boulāï

Garoua Boulāï est une commune de la région de l'Est du Cameroun qui couvre une superficie d'environ 2125 km² avec une population estimée à 55000 habitants³, d'après les données du système d'information sanitaire de 2010. Avant de parler d'accueil des populations réfugiées, il faut souligner que cette petite ville a une activité économique basée sur l'agriculture. La culture des produits vivriers est principalement tournée vers la consommation et la commercialisation locale. La proximité avec la République centrafricaine aide à approvisionner le marché local en bétail. Par ailleurs, les richesses du sous-sol favorisent une exploitation minière rudimentaire qui rend le travail pénible et peu rentable. L'exploitation des mines d'or draine les populations vers des chantiers d'or permanents.

En matière d'infrastructures, la ville compte un hôpital et quelques établissements scolaires. En matière hydraulique, l'eau n'est que très peu desservie par la compagnie d'eau nationale (CDE⁴), mais davantage par des forages privés, des puits et des sources non aménagées. Il existe un réseau d'électrification fourni par la compagnie d'électricité ENEO, très limité à une portion de la ville et dont l'alimentation est interrompue quotidiennement à cause des délestages programmés. Une grande partie des quartiers et des villages environnants ne sont pas desservis. Les populations se servent très souvent des lampes à énergie solaire pour l'éclairage domestique et lorsque la nécessité s'impose, les commerçants se servent de groupe électrogène pour alimenter les appareils et machines en électricité. Avant le récent conflit centrafricain qui a favorisé l'afflux le plus important de réfugié-e-s et l'incursion de bandes armées dans la région, Garoua Boulāï était essentiellement reconnue comme une ville de transit vers le Grand Nord, le Grand Sud et la RCA⁵. La ville disposait donc de très peu de dispositifs pour accueillir une quantité importante de populations. Les tout premier-e-s arrivant-e-s se trouvaient des espaces de fortunes dans des conditions de salubrité exécrables. Les

3. http://www.cvuc-uccc.com/national/index.php/fr/carte-communale/region-de-lest/123_association/carte-administrative/est/lom-et-djerem/492-garoua-Boulai

4. Camerounaise des Eaux.

5. République Centrafricaine.

premiers espaces aménagés pour l'accueil des réfugié·e·s étaient situés sur des terrains improvisés au centre-ville où des espèces de tentes d'urgence étaient érigées. Les vieux bureaux de la sous-préfecture ont, pendant quelque temps, servi de bureau de réception et d'enregistrement des migrant·e·s (image 1⁶), en même temps de logis provisoire pour certains d'entre eux et elles (image 2⁷).



Image 1. Logis et poste provisoires d'enregistrement / Image 2. Espace de fortune en attendant la prise en charge

La crise qui a débuté en 2013 en RCA a forcé des milliers de personnes à chercher refuge dans les pays voisins, dont le Cameroun. En accueillant d'importantes quantités de populations, les villes d'accueil ne sont pas non plus exemptes d'incursions de bandes armées venues du pays en crise. La population grandissante des réfugié·e·s, qui passe la frontière camerounaise pour y trouver abris et secours, a forcé l'intervention non seulement du gouvernement, mais également du HCR⁸ et de nombreuses organisations non gouvernementales nationales et internationales. Des installations et commodités ont été construites dans certains villages à proximité de la ville pour canaliser la grande population que Garoua Boulai ne pouvait accueillir.

Chaque jour, il y a de nouvelles arrivées à Garoua-Boulai et dans les 12 autres points d'entrée au Cameroun dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, soit entre 4 000 et 5 000 personnes par semaine, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les

6. Crédit photo : <https://www.dw.com/fr/le-calvaire-des-refugiés-centrafricains-au-cameroun/a-56281996>

7. Crédit photo : <https://www.thenewhumanitarian.org/fr/reportage/2014/03/12/le-cameroun-confronte-un-afflux-important-de-refugiés-centrafricains>

8. Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Quand l'accueil force la transition : migrations, insécurités et transformation urbaine à Garoua Boulai

réfugiés (HCR). Au total, le Cameroun abrite désormais plus de 130 000 personnes ayant fui les violences en Centrafrique. À Garoua-Boulai, des milliers d'entre elles dorment à la belle étoile à l'intérieur d'un site créé dans l'urgence par les autorités locales et le HCR (*Jeune Afrique*, 14 mars, 2014)⁹.

Certains témoignages recueillis sont révélateurs des difficultés, pour le pays ainsi que pour la ville, à répondre à l'accueil et à offrir des structures élémentaires pour servir de refuge aux populations en détresse. Dans l'urgence, en attendant de viabiliser plusieurs sites dans les villages environnants, plus d'une centaine de tentes sont construites à Garoua Boulai. Le manque ou l'insuffisance de points d'eau et de latrines faisait déjà craindre un risque d'épidémie. Le rapport de Médecins Sans Frontières paru le 14 février 2014 faisait également état des difficultés, des débordements pour les camps de transit érigés, notamment à Garoua Boulai¹⁰ et même des problèmes d'ordre sécuritaire.

Dans les débuts de la réponse humanitaire, d'importants problèmes de sécurité se sont posés. Ils étaient particulièrement dus à l'incursion des bandes armées poursuivant le conflit de la Centrafrique vers le Cameroun et à des comportements délinquants des nouveaux et nouvelles arrivant-e-s. Les populations d'accueil découvraient alors non seulement une augmentation des cas de violence, mais également des types d'insécurité qui se renouvellent¹¹ suivant la situation sécuritaire et politique de la République centrafricaine.

La présence massive de bataillons de l'armée camerounaise, des chars d'assaut et de plusieurs dispositifs militaires indique que l'insécurité demeure préoccupante pour les populations et les autorités publiques. En plus de l'incursion de bandes armées qui commettent des enlèvements, la présence parmi les populations réfugiées de personnes armées causant des exactions auprès des populations hôtes fait naître des tensions qui

9. <https://www.jeuneafrique.com/depeches/20549/politique/garoua-Boulai-premiere-halte-sur-la-route-de-lexil-de-centrafrique/>, consulté le 6 août 2021 à 3 : 05.

10. <https://www.msf.fr/actualites/refugies-centrafricains-au-cameroun-ils-sont-tres-affaiblis-mais-ils-sont-surtout-traumatises>, consulté le 06-08-2021 à 3 : 31.

11. Notamment les enlèvements, les infanticides, les viols, etc.

rendent difficile la cohabitation entre les réfugié-e-s et ces populations. D'ailleurs, dans le quotidien en ligne Alwihda Info dans sa parution du 5 juin 2014, on peut lire l'état ambiant d'insécurité :

La situation sécuritaire est devenue très préoccupante à Garoua Boulai, où l'on peut acheter une grenade à 200 FCFA et pistolet automatique (PA) à 10000 FCFA seulement. La ville étant entourée de rebelles, dans un affrontement sans merci entre les ex-Seléka et vainqueurs d'hier (en majorité musulmans), et les anti-Balaka (essentiellement chrétiens). Dans une psychose générale, la ville vit dans une menace permanente, polluée qu'elle est d'individus suspects... Les services de la Douane, souvent aux prises des assauts des rebelles, ont pratiquement cédé leur activité de surveillance à l'armée, faute d'une logistique adéquate. Et pendant que l'on apprête le poste de combat ici, de l'autre côté, non loin d'un char de l'opération Sangaris, les rebelles restent en situation d'attaque, avec des armes lourdes¹².

En réalité, cette ville a connu des insécurités bien avant la grosse vague de migrant-e-s réfugié-e-s des 10 dernières années. Les insécurités transfrontalières comprennent des enlèvements, des vols de bétail, des violences et même des meurtres. En effet, la littérature sur l'insécurité transfrontalière dans toute la région de l'Est et du Grand Nord du Cameroun n'est pas pauvre. Les travaux d'Abé (2003) sur les Zargina¹³ de l'Extrême-Nord du Cameroun en sont une illustration. Dans la même thématique, Saïbou (2001) établissait l'historicité de cette criminalité et la mobilisation des autorités traditionnelles pour la combattre. Il montre comment l'instabilité politique dans les pays frontaliers crée un contexte favorable au développement du banditisme transfrontalier.

Phénomène polysémique, le banditisme de grand chemin s'est enrichi d'une main-d'œuvre abondante du fait de la prolifération des sans-emplois, d'une main-d'œuvre experte du fait de la prolifération de combattants anciens ou en activité et d'une logistique conséquente du fait de la prolifération des armes de guerre passées aux mains des populations dans un contexte de militarisation de l'ethnie (Saïbou, 2006, p. 119).

12. https://www.alwihdainfo.com/Garoua-Boulai-Le-traumatisme-des-populations_a11562.html, consulté le 06-08-2021 à 3 : 31.

13. Expression locale qui signifie coupeurs de route.

Après la réaction militaire gouvernementale de 2002 dont l'objet était d'éradiquer le grand banditisme dans les zones concernées s'en est suivie une accalmie. Cependant, « l'une des constantes de l'histoire du banditisme de grand chemin en Afrique subsaharienne, c'est sa capacité à se reproduire, à muter au gré des changements de la politique répressive de l'État, et au gré de l'apparition de nouvelles conjonctures criminogènes, lesquelles disséminent de nouveaux vecteurs de l'agression et de nouveaux acteurs de la criminalité transfrontalière » (*ibid.*, p. 120). Cette forme d'insécurité transfrontalière serait cyclique et suivrait la conjoncture politique et économique. On notera par exemple avec Owono (2017) que le phénomène des coupeurs de route apparaît au Cameroun dans les années 1980. Limité à ses débuts dans le Nord, ce phénomène va se disséminer dans l'Est, l'Ouest et le Centre. Cette insécurité est due à la déchéance économique des populations Mbororo, peuples de pasteurs. Dans les années 1970 à 1980, ces derniers ont vu leur bétail périr à cause de sécheresse qui a ravagé tout le sahel africain, les obligeant ainsi à pratiquer d'autres activités de survie. Minoritaires et considérés comme des exclus sociaux, ils se livrent à toutes sortes de vices. Pour recréer leurs cheptels, certains vont devenir des criminels (Saïbou, 2010; 2011). C'est donc la naissance du grand banditisme, des coupeurs de route ou *zargina* que même le *Puulaku*¹⁴ ou les lois du *diina*¹⁵ ont du mal à éradiquer (Seignobos, 2011).

Pour Samuel Dawai (2019), la criminalité transfrontalière serait la cause du retard du développement des régions frontalières. En étudiant les immigrant·e·s tchadien·ne·s dans les villes de Ngaoundéré, Maroua et Garoua et la criminalité dont ils ou elles sont acteurs, on comprend que le nombre des migrant·e·s s'agrandit en raison de l'hospitalité des populations, de la stabilité politique dans leur pays d'origine, de la porosité des frontières camerounaises et de l'absence d'une politique efficace de gestion des migrations (Dawai, 2019, p. 15). Les chiffres de plus en plus élevés de migrant·e·s incarcéré·e·s, les violences et le banditisme

14. Code d'honneur et de valeurs partagé par les membres de la communauté qui oblige à la bienséance, au respect des lois, coutumes, au respect d'autrui et de ses biens.

15. Seignobos traduit cette expression par « religion ».

dans lesquels ils ou elles sont impliqués témoignent à suffisance des conséquences dans les villes d'accueil : une augmentation de l'insécurité et de la peur urbaines. Au cœur du statut transitoire du réfugié, les populations d'accueil expriment le sentiment d'insécurité. Ces phénomènes d'insécurité se propagent dans le vécu des populations réfugiées, dans leurs ressentis et dans leur nouvel environnement. C'est cela qui détermine la qualité de leur accueil, de leur intégration et de leurs rapports avec les populations hôtes.

Comprendre le sentiment d'insécurité chez les migrant·e·s réfugié·e·s

Le sentiment d'insécurité est un paramètre de compréhension de l'état de sécurité dans un lieu. Il s'observe à partir des représentations individuelles et des repères psychologiques reliés à l'environnement ou à l'espace de vie des populations migrantes (réfugiés) et les populations d'accueil. C'est un phénomène complexe qui traduirait une réaction de peur face à la rupture d'un certain ordre social dont les signes les plus visibles sont la délinquance, le vandalisme et toute une série de comportements et d'attitudes tels que l'attroupement de jeunes dans certains lieux, les rixes sur la voie publique, les scènes de disputes familiales, l'ivresse, etc. Généralement, le sentiment d'insécurité traduirait un phénomène de crainte, une sorte d'angoisse face à la crise des modes de socialisation et de régulation sociale (Bonafé -Schmitt, 1991, p. 177). C'est ce sentiment qu'on retrouve chez les populations hôtes ou d'accueil vis-à-vis des réfugié·e·s et chez la plupart des réfugié·e·s de la localité de Garoua Boulai qui, en rupture avec leur société d'origine et vivant dans des conditions de précarité, expriment une difficulté à s'intégrer dans les communautés d'accueil.

Pour Chagui boff (1991), le sentiment d'insécurité exprime une difficulté conceptuelle. Différent de l'expression anglosaxonne *fear of crime*, le concept de sentiment d'insécurité élimine l'objet de la peur pour

n'en retenir que le vécu subjectif, une peur de tout : d'être victime, de ne pas ou plus maîtriser son environnement... Ce sentiment apparaît et se développe dans une situation perçue comme potentiellement dangereuse et qui dépend des facteurs environnementaux et bien d'autres qui caractérisent l'expérience de celui qui perçoit. L'auteur opte pour une approche psychologique en relation avec les manifestations comportementales et les situations qui les provoquent, en insistant sur l'expérience personnelle du sujet.

À partir des populations urbaines amenées à cohabiter avec les migrant·e·s réfugié·e·s, un type de sentiment d'insécurité est manifeste : les représentations de l'étranger. Trois éléments sont déterminants : le risque d'être la victime d'une agression provenant des migrant·e·s, la perception individuelle de ce risque et l'estimation de la vulnérabilité personnelle qui en découle (Moser et Lidvan, 1991). Longtemps considéré comme une réponse individuelle et affective à la criminalité ambiante, le sentiment d'insécurité entraîne des restrictions comportementales et des mesures de prévention. Cela s'est manifesté au niveau local par la mise en place des comités de vigilance, des organisations populaires qui choisissent de collaborer avec les forces publiques de sécurité (gendarmerie nationale, police et même l'armée).

Vu que certaines variables démographiques, sociales, comportementales et d'exposition aux médias n'expliquent pas de façon optimale le sentiment d'insécurité, Moser et Lidvan (1991) se focalisent sur des déterminants physiques et environnementaux. Les villes grandissantes en sont particulièrement concernées. La population nombreuse et l'hétérogénéité des habitant·e·s peuvent créer la crainte. Les relations des habitant·e·s avec leur environnement immédiat sont un paramètre d'observation de ce sentiment d'insécurité. L'incivilité, les dégradations de l'environnement, l'aspect négligé ou délabré peuvent être interprétés comme un déclin de l'ordre social, selon qu'il existe une forte relation entre le degré d'incivilité perçu par les habitant·e·s d'un quartier donné et le sentiment d'insécurité.

Moser et Lidvan (1991) mettent en évidence la représentation de l'environnement à partir de la grille de Kelly (1955) qui soutient que tout individu utilise une série de dimensions conceptuelles (qui servent à qualifier et à décrire) pour structurer un domaine spécifique. On peut dire que les éléments de l'ordre des sensations visuelles sont plus marquants que ceux de l'ordre auditif. Quelques éléments environnementaux peuvent être retenus pour la grille :

- 1) Présence/absence d'autrui;
- 2) Obscurité/clarté;
- 3) Familiarité/étrangeté;
- 4) Bruit/Silence;
- 5) Endroits ouverts ou non délimités/endroits clos ou délimités;
- 6) Saleté, délabrement/propreté;

7) Absence de repères visuels, monotonie/ espace varié à taille humaine.

Pour ce faire, un environnement agréable est marqué par les caractéristiques suivantes : familier, lumineux, propre, dégagé et bien entretenu. Il est associé à une représentation positive : accueillant, sécurisant, donnant envie de rester. La représentation de l'environnement souhaitable est caractérisée par les attributs clair, varié, propre, familier. L'impression de sécurité ou d'insécurité générée par l'environnement est donc essentiellement une impression visuelle dans laquelle le bruit n'a qu'une place secondaire. Le sentiment d'insécurité a dès lors un réel caractère subjectif et une relation apparemment irrationnelle avec le niveau objectif de criminalité. C'est ce qui pourrait expliquer les tensions qui ont suivi entre les deux principaux groupes de populations en présence.

Marginalisation et criminalisation

Les travaux effectués sur l'environnement sécuritaire des réfugié·e·s du site de Gado Badzeré et de la localité de Garoua Boulai (N'ndé, 2018) rapportaient déjà les inquiétudes manifestées par les populations réfugiées de ne pas être incluses dans le processus de leur propre gestion. De plus, les incidents de sécurité liés aux soulèvements dans les sites, aux enlèvements d'enfants, aux assassinats, aux cambriolages ont fait d'elles, paradoxalement, les principales actrices de l'insécurité. Le sentiment d'insécurité vécu par les réfugié·e·s et davantage l'insécurité en elle-même a un lien étroit avec leur marginalisation sociale. Théoriquement, la marginalisation comprend toute forme de stigmatisation ou de discrimination. Le sentiment de marginalité peut faire l'objet de plusieurs interprétations. Il s'agit ici de l'impression d'être exclu des processus sociaux. Certaines populations peuvent être catégorisées et faire l'objet de violence. C'est ce que démontre Body-Gendrot (2010) dans son étude des banlieues françaises sur la stigmatisation des jeunes issus de l'immigration; ces derniers sont souvent visés en premier lors des opérations de répression policière. Cette auteure pose que les populations à qui on attribue les actes d'insécurité en sont très souvent les victimes. Elle est rejointe dans son développement par Guillaumin (1994, p. 678) qui défend l'idée d'une discrimination généralisée envers les minorités, elles-mêmes victimes d'insécurité. Dans ce cas, la marginalisation peut se décliner en stigmatisation, en discrimination et en insécurité. Il s'agit d'une insécurité des populations discriminées ou défavorisées. La criminalisation n'échappe pas non plus aux dynamiques qui affectent la ville. C'est un processus d'accusation, d'attribution de stéréotypes criminels à une catégorie de personnes, généralement défavorisées ou pauvres. Pour Jane et Peter Schneider (2008), la construction de la catégorie criminelle traduit l'attribution de caractéristiques d'insécurité à un groupe.

Dans la mesure où l'afflux des réfugié-e-s et leur désormais intégration dans l'espace urbain de Garoua Boulaï ainsi que des localités environnantes correspond à l'arrivée des nouvelles formes d'insécurité sus-citées, les nouvelles menaces s'observent à partir des représentations populaires vis-à-vis des migrant-e-s. C'est donc cette insécurisante migration qui contribue systématiquement¹⁶ à ternir les rapports entre les communautés.

Ainsi, on parle de la ville comme un espace qui, non seulement, se transforme, mais produit des marginalités. Les réfugié-e-s, par le fait même de rechercher la paix et la sécurité, se rendent victimes de marginalité. Cet état des choses n'a fait que contribuer à exacerber les déséquilibres que la ville de Garoua Boulaï, à travers ses instances politiques et administratives, s'active à remédier.

Les réponses aux insécurités

Quoique les populations, sous les formes d'organisations vernaculaires, contribuent à faire face à l'insécurité, nous allons nous attarder sur le déploiement de l'armée. Sa présence permanente modifie le paysage urbain.

16. Car on rencontrera des communautés, notamment de Gado Badzeré qui affirment maintenir d'excellents rapports avec les populations réfugiées.

Villes et transition urbaine sécuritaire : gouverner les différences

Les réponses apportées par l'administration publique, ainsi que les différentes organisations non gouvernementales, associations ou organisations internationales aux différentes vagues de migrations ont contribué à transformer le visage de la ville de Garoua Boulāï.

La présence militaire (couvre-feu)

La position géographique de Garoua Boulāï fait d'elle une ville frontalière à la République centrafricaine qui partage plus de 1000 kilomètres de frontière avec le Cameroun. Depuis l'éclatement des conflits en RCA, de nombreux gangs armés ont établi leurs bases dans l'Est du Cameroun. Face aux incursions de bandes armées venues du pays voisin, la mobilisation de l'armée camerounaise, organisée en diverses sections, a presque militarisé la ville et les localités environnantes. Passant généralement par des brousses qui jonchent la frontière mal maîtrisée par les autorités frontalières du Cameroun, les groupes armés, qui appartiennent très souvent aux ex-anti-Balaka, sèment la terreur et l'insécurité auprès des populations (à la fois les réfugié-e-s et les populations d'accueil) de la ville et constituent la raison d'être des dispositifs militaires dont le but est de renforcer la sécurité dans la région. En plus des contrôles mixtes de la police et de la gendarmerie, plusieurs bataillons de l'armée camerounaise sont installés : le Bataillon d'Infanterie Motorisée (BIM) et le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR). Un couvre-feu est institué à 23h, et ce, depuis 2014. Les forces de maintien de l'ordre observent une surveillance accrue des quartiers frontaliers avec la République centrafricaine, notamment Sabongari, Zoukoundé, Sabal ville et Shell. La militarisation de la ville est d'autant plus importante que les risques d'insécurité sont élevés. C'est dans cette logique que l'armée camerounaise, à l'issue d'un raid sur Garoua Boulāï, avait libéré une douzaine d'otages.

Les informations relayées par les médias sont assez éloquentes en la matière. Cela s'illustre par les propos d'une animatrice sociale du PRODESV¹⁷ à la mairie de Garoua-Boulaï publiés dans le journal *La nouvelle Expression* :

Il y a désormais beaucoup d'étrangers et on ne sait pas toujours avec quelles intentions ils viennent. Certains viennent pour chercher refuge, d'autres arrivent avec de mauvaises intentions. C'est assez compliqué. Surtout avec le couvre-feu qui a été à nouveau institué. Et malgré cela, il y a quelques cas d'agression. Ça fait vraiment peur. De surcroît, il y a eu une fouille dans les quartiers pour chercher les armes il y a quelque temps. On ne sait plus à qui faire confiance, parce que dans la population il y a des gens qui ravitaillent les rebelles. On est sur le qui-vive¹⁸.

Plus récemment, l'invalidation de la candidature de l'ancien Président centrafricain François Bozizé au dernier scrutin présidentiel a ravivé les tensions. Si on enregistre plusieurs dizaines de militaires centrafricains accueillis, désarmés et réfugiés au Cameroun¹⁹ dans des camps militaires en attendant leur retour en Centrafrique, les autorités militaires camerounaises sont en permanente vigilance. Dans certaines localités jonchant la route qui relie Garoua Boulaï à Bertoua, on peut apercevoir des campements militaires, en plus des patrouilles permanentes du BIM ou du BIR. La ville connaît, comme jamais par le passé, un changement auquel elle tend à s'adapter.

Dynamiques de transformations sociales et spatiales

Les dynamiques de transformations de la ville relèvent à la fois des populations et des organisations humanitaires.

17. Programme de Développement Économique et Social des Villes secondaires exposées à des facteurs d'instabilité.

18. Publié le 2 février 2021 par La Nouvelle Expression n° 5397.

19. Plus récemment 117 militaires centrafricains ont trouvé refuge à Garoua-Boulaï après une offensive de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC).

Nouvelle dynamique économique, sociale et insécurité

Les activités économiques qui émergent donnent un aperçu des transformations de la ville. La construction, plus prononcée que par le passé, d'hôtels ou de bars renseigne sur la présence et sur les installations de plus en plus importantes des intervenants humanitaires : acteurs humanitaires, personnel professionnel ou stagiaire, chercheurs et chercheuses, ingénieur·e·s, contingents militaires. Il y a quelques années, la ville n'offrait pas une variété dans les commodités pour accueillir les personnes qui s'y arrêtaient. Mais avec l'afflux de réfugié·e·s, la construction des sites de réfugié·e·s, l'arrivée d'acteurs humanitaires, se développe toute une logistique pour la gestion de la situation humanitaire, impliquant par le fait même une nouvelle dynamique économique, sociale et démographique. En plus du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), les acteurs humanitaires présents sont : PUI, UNICEF, Croix-Rouge française, Croix-Rouge camerounaise, CRS, IMC²⁰ et bien d'autres. L'installation des organisations humanitaires favorise une augmentation des flux économiques dans la région. Les organismes présents créent des emplois, des logements pour location se développent, des restaurants et espaces d'alimentation se vulgarisent. C'est aussi le cas pour les activités de divertissement, notamment les bars et night-clubs. La ville s'agrandit de plus en plus par la présence des communautés centrafricaines insérées dans les activités économiques (motos-taxis, commerçants, serveuses, cuisinières, agents d'entretien, agents de sécurité); une ambiance nocturne plus intense est également notée. Dès lors, les activités de déviance n'y échappent pas. D'après les populations et les gérant·e·s de bars ou de night-clubs, la prostitution est devenue plus prégnante. Elle implique particulièrement et presque toujours les jeunes migrantes originaires de Centrafrique. Plus important la nuit, le commerce du sexe s'établit dans les bars et est presque invisible le jour. Les prostituées

20. PUI : Première Urgence Internationale; IMC : International Medical Corps, CRS : Catholic Relief Services; UNICEF : (United Nations of International Children's Emergency Fund) Fonds des nations unies pour l'enfance.

sont souvent protégées par de jeunes hommes migrants discrètement installés avec qui elles partagent les gains. Ceux-ci peuvent parfois se transformer en bandits quand l'occasion leur est favorable, c'est ce qui explique l'augmentation de la criminalité décriée par la population hôte, l'administration publique et les forces de maintien de l'ordre. Ajoutée aux incursions incessantes des rebelles centrafricains, les mesures de couvre-feu qui s'ajoutent aux patrouilles et autres dispositions sécuritaires, interviennent pour répondre à un environnement urbain devenu particulièrement incertain et qui se caractérise par le risque d'insécurité où un climat de peur s'installe. Si les populations hôtes sont favorables à faciliter l'insertion des réfugié·e·s en les intégrant à travers des activités commerciales ou en les recrutant, elles émettent en même temps des réserves quant à l'implication de certains dans les activités criminelles.

D'un point de vue social, l'implication communautaire des populations réfugiées contribue à donner à la ville un nouveau visage. Les travaux de Minfegue (2019) se penchent sur la question. L'engagement associatif des réfugié·e·s est tributaire à la structuration offerte par les organisations humanitaires présentes dans la région. Les associations sont organisées en comités : comité de femmes, comité de jeunes, comité de sages, comité mixte qui favorisent la collaboration entre les réfugié·e·s et les populations. Il existe un comité central qui agit comme une instance supérieure où les différentes couches de la population peuvent être représentées. Même si l'organisation structurelle échappe aux réfugié·e·s eux-mêmes et elles-mêmes et que certain·e·s se sentent imposés un modèle d'ailleurs, ces associations représentent un cadre d'expression des revendications, des sollicitations et même de protestations (N'nde, 2018). Les implications des associations dans la gouvernance humanitaire s'expriment en termes de participation, laquelle formule leur présence active sur les conditions de leur devenir. Même si des conflits internes sont observables, l'implication des réfugié·e·s dans les associations manifeste d'une certaine manière une forme d'inscription dans l'espace socio-urbain et par le fait même, contribue à la transformation. Le cas du comité de vigilance chargé de contribuer à la sécurité dans le site des réfugié·e·s de Gado Badzéré, situé à plusieurs kilomètres de Garoua

Quand l'accueil force la transition : migrations, insécurité et transformation urbaine à Garoua Boulai

Boulai, en est une illustration. À travers les patrouilles, les cas de violences, d'incidents ou de criminalité sont rapportés et les membres collaborent non seulement avec les organisations humanitaires dont ils dépendent directement (en termes de gouvernance), mais aussi avec les forces de maintien de l'ordre et l'administration publique. Ils établissent subséquemment une continuité dans la gouvernance au-delà des espaces, mais aussi une participation aux dynamiques urbaines.

Les humanitaires, nouveaux visages de la ville

La présence des organismes humanitaires dans la ville de Garoua Boulai et dans les villages environnants est manifeste. La symbolique de la présence humanitaire à travers leurs bureaux concourt à façonner le paysage de la ville. La présence et la circulation permanente de nombreux véhicules aux logos des organismes humanitaires, les hôtels ou espaces d'hébergement occupés majoritairement par les personnels humanitaires, les groupes de travailleurs rencontrés dans les commerces, le long des trottoirs, les restaurants ou stations-service et vêtus de vestes aux effigies de ces organismes, donnent une coloration à la ville. De même, la présence des militaires étrangers et locaux représente les signes et symboles de la paix, de la sécurité, d'un environnement plus ou moins stable, d'une ville qui se transforme, qui change, au moins par rapport à ce qu'elle était par le passé. Garoua Boulai est devenue une ville humanitaire, d'accueil, un espace qui, en changeant, propose dans les limites des possibilités économiques et des aides humanitaires, un minimum de sécurité pour les populations réfugiées, hôtes et les personnels qui y travaillent. Les réponses que proposent les différents acteurs présents (humanitaires, associations, militaires ou administrations publiques) sont de nature à transformer la ville en lui offrant de nouvelles possibilités économiques et sociales. Dès lors, la sécurisation des espaces

s'est posée comme un préalable à l'accueil des migrant-e-s et des intervenants de différentes catégories. Elle s'est aussi posée comme un outil de transformation de la ville.

Conclusion

En fin de compte, la ville de Garoua Boulai continue son processus d'expansion et reste sujette à toutes sortes d'insécurité provenant des migrant-e-s déjà présent-e-s, de migrant-e-s en devenir ou des perturbations venant du pays voisin. Cependant, les dynamiques observées nous donnent à penser avec J-F Steck (2006, p. 3) que « la transition urbaine est bien plus qu'un passage statistique : c'est aussi un passage dans le fonctionnement et l'organisation des territoires; dans leur gestion et dans celle des citoyens qui les habitent; c'est enfin un passage politique ». Repoussant son périmètre, Garoua Boulai s'urbanise à la faveur des migrations, de l'*humanitarisation* et de la militarisation. Cette urbanisation passe par une transition démographique marquée par les migrations de ces dernières années (afflux de réfugiés) et les interventions militaires et humanitaires qui s'en sont suivies pour accueillir et protéger les populations. Les dynamiques qui accompagnent cette urbanisation sont particulièrement informelles. Même si l'accueil des réfugié-e-s s'est fait dans la douleur et l'inquiétude, l'insertion des migrant-e-s dans les couloirs de la ville a été davantage informelle. Ce caractère informel passe par des activités économiques (commerces de rue non réglementés, activités illicites), associatives et illégales. Ces activités ont amplifié les dynamiques déjà en présence en accordant à la ville une visibilité au-delà des frontières du pays. Garoua Boulai, cette ville de petite taille, a dû bousculer ses limites et jusqu'à présent, s'étire vers les villages environnants.

Quand l'accueil force la transition : migrations, insécurités et transformation urbaine à Garoua Boulai

Notre projet était de discuter des changements que connaît la ville à la faveur des migrations sous le prisme des problématiques de sécurité, plus précisément d'insécurité. Autant la sécurité constitue, dans ses développements théoriques, une lunette de lecture des événements contemporains (Mofette, 2012), autant son corollaire l'insécurité peut constituer un paradigme. Même si elle est comprise dans le vocable plus général de « sécurité », elle peut être dissociable de celle-ci en ce sens qu'elle n'intégrera pas la sphère de la production de la sécurité (N'de, 2016). Elle concernera des phénomènes plus particuliers qui traduisent la perturbation de l'ordre social et individuel. La réalité de l'insécurité est individuelle à travers son vécu, ses perceptions, son histoire, son rapport à l'environnement et au monde. L'insécurité est l'aboutissement d'un processus social de manière générale – et urbain plus spécifiquement – où l'on observe une rupture violente du processus d'inscription dans la sphère socio-urbaine. C'est la distance agressive qui se crée entre les projets individuels ou de groupe et la réalisation de soi. Elle est sociale ou collective et peut traduire les relations qui organisent la vie des groupes humains. Si par la criminalisation on peut construire une catégorie criminelle porteuse des germes d'insécurité comme c'est le cas des populations réfugiées, on peut comprendre les conflits qui peuvent naître à l'occasion de la cohabitation des communautés hôtes et réfugiées. Cela attire donc davantage d'initiatives publiques et administratives. Ainsi, la transition urbaine que connaît Garoua Boulai est fortement marquée par ses dynamiques d'accueil, les conditions et les possibilités qu'elle offre aux migrant·e·s réfugié·e·s et à tous ceux qui s'y rattachent, ainsi qu'à tout ce qui s'inscrit dans l'environnement politique et sécuritaire que connaît la région.

Références

- Abé, Claude. 2003. Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale : l'exemple des Zargina. *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 25. DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.201>
- Antoine, Philippe et Savane, L. 1990. Urbanisation et migration en Afrique. In *The role of migration in African development : issues and policies for the 90s* (55-81). UEPA, Conférence de Nairobi.
- Antoine, Philippe. 1991. Croissance urbaine et insertion des migrants dans les villes africaines. L'exemple de Dakar. *Les Cahiers*, 16, 9-23.
- Asogba, Yao. 2017. Sociologie de Jean-Marc Ela ou Quand la sociologie pénètre en brousse. *Cahier de la Chaire de recherche en développement des collectivités Série Recherche*, 47. URL :http://classiques.uqac.ca/contemporains/assogba_yao/Sociologie_de_JM_Ela/Sociologie_de_JM_Ela_tdm.html
- Attoh, Ka. 2011. What kind of right is the right to the city?. *Progress in Human Geography*, 35(5), 669-685.
- Body-Gendrot, Sophie. 2001. Les villes, la fin de la violence? Paris, Presses de Sciences Po.
- Bonafe-schmitt, Jean-Pierre. 1991. La gestion policière de l'insécurité, in Bernard, Yvon. et Segaud, Marion. (dir.), *La Ville inquiète : habitat et sentiment d'insécurité* (177-209). La Garenne-colombes : Éditions de l'espace européen.
- Calvin, Minfegue. 2019. S'engager quand on est réfugié centrafricain à Garoua-Boulaï (Cameroun). *Carnets de géographes* [En ligne], 12 | 2019, mis en ligne le 09 décembre 2019, consulté le 03 septembre 2021. DOI: <https://doi.org/10.4000/cdg.4493>

Quand l'accueil force la transition : migrations, insécurités et transformation urbaine à Garoua Boulai

- Chaguiboff, Jean. 1991. La représentation spatiale de l'insécurité. in Bernard Y. et Segaud M. (dir.), *La Ville inquiète : habitat et sentiment d'insécurité* (67-73). La Garenne-colombes : Éditions de l'espace européen.
- Dawai, Samuel. 2019. Legal Transborder Crime of Chadian Immigrants in N'gaoundere, Garoua and Maroua (Cameroon): Factors, Typology and Consequences. *AfriHeritage Working Paper* 2019, 001. URL : <https://www.africaportal.org/publications/legal-transborder-crime-chadian-immigrants-ngaoundere-garoua-and-maroua-cameroon-factors-typology-and-consequences/>
- Descloîtres, Robert. 1972. Évolution des structures familiales et migrations à Abidjan. In ORSTOM (dir.) *La Croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar*, tome 1 (525-534). Paris : Éditions du CNRS.
- Ela, Jean-Marc. 1983. *La ville en Afrique noire*. Paris : Karthala.
- Findley E., Sally. 1989. Les migrations féminines dans les villes africaines. Une revue de leurs motivations et expériences. Dans Antoine, Philippe et Coulibaly, Sidiki (dir.), *L'Insertion urbaine des migrants en Afrique* (55-70). Bondy : ORSTOM.
- Guillaumin Colette. 1998. Race and nature: the system of marks. The idea of natural group and social relationships. *Feminist Issues*, 8, 25-44.
- Hanappe, Cyrille et Al Neimi, Élise. 2020. Villes ouvertes, villes accueillantes. Paris : Charles Léopold Mayer.
- Jeune Afrique du 14 mars 2014 : <https://www.jeuneafrique.com/depeches/20549/politique/garoua-Boulai-premiere-halte-sur-la-route-de-lexil-de-centrafrique/>
- Kelly, George. 1955. The psychology of personal constructs. *Norton*, 1, 2.
- Lahlou M. et Escoffier C. 2002. Rapport de l'enquête migrants menée au Maroc, in Lucile Barros Mehdi Lahlou Claire Escoffier Pablo Pumares Paolo Ruspini (eds.), *L'Immigration irrégulière subsaharienne à travers et vers le Maroc* (15-35). Genève : BIT.

- Lahlou, Mehdi. 2002. Pourquoi partent-ils? L'Afrique entre pauvreté et exode. Dans Lucile Barros Mehdi Lahlou Claire Escoffier Pablo Pumares Paolo Ruspini (dir.), *L'Immigration irrégulière subsaharienne à travers et vers le Maroc* (1- 11). Genève : BIT.
- Lefebvre, Henri. 2009 [1968]. *Le Droit à la ville. Economica-Anthropos* (3ème édition). Paris : Seuil.
- Lfatmi, Younes. 2017. L'accès des enfants réfugiés syriens à l'école : entre le poids de la condition sociale et les enjeux d'intégration, le cas de l'agglomération de Rabat. Dans Mouna, Khalid, Harrami, Nouredine et Maghraoui, Driss (dir.), *L'immigration au Maroc: les défis de l'intégration* (13-23). Université Moulay Ismail. URL : <https://ma.boell.org/fr/2018/06/18/limmigration-au-maroc-les-defis-de-lintegration>
- Locoh, Thérèse. 1989. Le rôle des familles dans l'accueil des migrants vers les villes africaines. Dans, Antoine, Philippe et Coulibaly, Sidiki (dir.), *L'Insertion urbaine des migrants en Afrique* (21-33). Bondy : ORSTOM.
- Médecins Sans Frontières du 17 février 2014 : <https://www.jeuneafrique.com/depeches/20549/politique/garoua-Boulaï-premiere-halte-sur-la-route-de-lexil-de-centrafrique/>
- Moffette, Didier. 2012. Études critiques de la sécurité : quelques contributions théoriques pour une anthropologie de la sécurité. *Aspects sociologiques*, 19(1), 39-68.
- Morange, Marianne et Spire, Amandine. 2019. Le droit à la ville aux Suds. Appropriations et déclinaisons africaines. Cybergeog. *European Journal of Geography. Espace, Société, Territoire*, document 895. <https://doi.org/10.4000/cybergeog.32166>
- Moser, Gabriel et Lidvan, Philippe. 1991. Environnement et sentiment d'insécurité Dans Bernard Y. et Segaud M. (dir.), *La ville inquiète: habitat et sentiment d'insécurité* (53-66). La Garenne-colombes : Éditions de l'espace européen.

Quand l'accueil force la transition : migrations, insécurités et transformation urbaine à Garoua Boulai

- Ndjana Modo, Abraham. 2014. *Garoua Boulai : Le traumatisme des populations*. Alwihda Info, magazine en ligne, du 5 juin 2014. URL : https://www.alwihdainfo.com/Garoua-Boulai-Le-traumatisme-des-populations_a11562.html.
- N'de, Pierre Boris. 2018. Environnement sécuritaire et offre humanitaire : l'évolution des représentations des réfugiés du site de Gado Badzeré au Cameroun. *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation*, 17 . URL : <https://www.fondation-croix-rouge.fr/recherches-soutenues/environnement-securitaire-a-minawao-au-cameroun-2/>
- N'de, Pierre Boris. 2016. Production de la sécurité, rationalité et gouvernance locale : une ethnographie urbaine à Douala et Yaoundé (Cameroun). Thèse de doctorat, Université Laval.
- Ouédraogo, Dieudonné. 1989. Quelques repères sur l'insertion économique des migrants dans les villes burkinabè. Dans, Antoine, Philippe et Coulibaly, Sidiki (dir.), *L'Insertion urbaine des migrants en Afrique* (93-107). Bondy : ORSTOM.
- Owono, Jacques Fulbert. 2017. *Terrorisme ou para terrorisme en Afrique centrale : le cas de Boko Haram au Cameroun*. Paris : Connaissances et Savoirs.
- Parnell, Susan, Pieterse, Edgar. 2010. The 'right to the city': institutional imperatives of a developmental state. *International Journal of Urban and Regional Research*, 34 (1), 146-162.
- Saïbou, Issa. 2001. Sonngoobe, bandits justiciers dans la plaine du Diamaré (Nord-Cameroun) sous l'administration française. *Ngaoundéré-Anthropos* VI, 137-154.
- Saïbou, Issa. 2006. La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad. Une nouvelle modalité du banditisme frontalier. *Polis/RCSP/GPSR*, III (1-2), 119-146.
- Saïbou, Issa. 2010. *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*. Paris : Karthala.

- Saïbou, Issa. 2004. L'embuscade sur les routes des abords sud du Lac Tchad. *Politique africaine*, 94(2), 82-104.
- Seignobos, Christian. 2011. Le pulaaku, ultime recours contre les coupeurs de route. Province du Nord au Cameroun. *Afrique contemporaine*, 240(4), 11-23.
- Seignobos, Christian. 2011. Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun. Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo. *Afrique contemporaine*, 239(3), 35-59.
- Steck, Jean Fabien. 2006. Qu'est-ce que la transition urbaine? Croissance urbaine, croissance des villes, croissance des besoins à travers l'exemple africain. *Revue d'économie financière*, 86, 267-283.

Pierre Boris N'NDE

Enseignant à l'Université de Ngaoundéré au Cameroun, l'auteur est titulaire d'un PhD en anthropologie sociale et culturelle de l'Université Laval (Québec, Canada).. Il a effectué un postdoctorat en recherche humanitaire sous le financement de la Fondation Croix-Rouge française. Il a également travaillé comme chargé de cours et professionnel de recherche à l'Université Laval. Il s'intéresse aux dynamiques des villes, aux questions de violence et de sécurité. Il est actuellement co-rédacteur en chef de la revue Gari et membre du comité scientifique des Éditions Sciences et Bien Commun.

En ligne à :

<https://www.revues.scienceafrique.org/gari/texte/nnde2021/>

Pour citer cet article : N'nde, Pierre Boris. 2021. Quand l'accueil force la transition : migrations, insécurités et transformation urbaine à Garoua Boulai. GARI. Recherches et débats sur les villes africaines, 1(1), 31-62. DOI : 10.46711/gari.2021.1.1.3